

**À l'attention de M. François Bayrou
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varennes
75007 Paris**

Paris, le 11 janvier 2025

Monsieur le Premier ministre,

Depuis la nomination de votre prédécesseur au poste de Premier ministre le 5 septembre dernier, nous avons, avec constance et vigueur, dénoncé le déni démocratique que constituait le choix du président de la République de ne pas tenir compte du résultat d'un scrutin qu'il avait lui-même provoqué et de ne pas, conformément à l'esprit de la Constitution, nommer un Premier ministre issu des rangs de la coalition de gauche, première force en nombre de députés à l'Assemblée nationale.

Prenant acte des choix du président de la République de construire une majorité parlementaire à la droite de l'Hémicycle avec le soutien tacite de son extrême-droite, nous nous sommes fermement opposés à la poursuite et l'amplification, par le Gouvernement de Michel Barnier, des politiques libérales brutales mises en œuvre depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

A la suite du déclenchement par votre prédécesseur de l'article 49-3 de la Constitution pour passer en force sur un budget de la sécurité sociale, injuste pour les Françaises et les Français et délétère pour l'avenir de la santé publique et de la protection sociale, les députés du groupe GDR, ont, en cohérence, voté la censure et fait tomber le Gouvernement, conformément au mandat reçu de leurs électrices et de leurs électeurs au mois de juin dernier.

Depuis votre entrée en fonction, nous avons participé à l'ensemble des espaces de discussions que vous avez proposés de mettre en place, conscients de la situation politique et budgétaire du pays et de l'impasse dangereuse dans laquelle nous conduit l'entêtement du président de la République.

Nous les avons investis en responsabilité, fidèles à notre culture politique qui considère que le dialogue et la négociation sont des outils indispensables pour être le plus utiles possible à nos concitoyens. Cela exige en retour de la part de votre Gouvernement d'être respectueux du Parlement et de tous les groupes qui le composent.

Nous demandons un budget socialement juste, qui préserve les plus fragiles et assure la justice sociale et nous portons l'exigence de dépôt d'une nouvelle loi permettant d'augmenter les recettes du budget de la Nation en taxant le capital et les plus hauts revenus sans augmenter les impôts des Français.

Lors de la rencontre avec votre ministre de l'Economie, nous avons réaffirmé notre attachement indéfectible au retrait immédiat de la réforme injuste des retraites qui permettrait de faire partir dès maintenant celles et ceux qui subissent l'allongement de la durée de cotisation et la mesure d'âge.

.../....

Une telle annonce, dans votre discours de politique générale, serait un signal fort pour une très grande majorité de nos concitoyens.

Contre la smicaridasation de la France, nous demandons: la hausse du SMIC, la hausse du point d'indice des fonctionnaires, l'indexation des salaires sur l'inflation et une conférence salariale.

Nous nous prononçons pour un plan en faveur de l'industrie et exigeons : la baisse du coût de l'énergie, la conditionnalité des aides publiques et la création d'un fonds d'investissements sur la base de critères sociaux et écologiques.

Nous demandons une aide massive pour les Outre-Mer avec la présentation d'une loi pluriannuelle.

Nous exigeons un plan d'investissement pour nos services publics et en priorité pour l'énergie, pour le fret avec un moratoire sur le plan de discontinuité de la SNCF, pour la Santé et pour l'Ecole, assis sur le pôle public bancaire constitué de la Caisse des dépôts, de la Banque des territoires et de la Caisse d'épargne.

Nous demandons, l'indexation de la DGF sur l'inflation et la suppression du fonds de précaution envisagé par votre prédécesseur.

Des nouvelles recettes, enfin, sont indispensables alors que les besoins de nos populations ne cessent d'augmenter.

Parmi les propositions que nous avons défendues, figurent ainsi :

La réforme du barème de l'impôt sur le revenu en diminuant les prélèvements sur les plus pauvres et les classes moyennes et en faisant contribuer les plus riches ainsi que le rétablissement de l'ISF

La restitution de la pleine portée de l'Exit Tax pour une réelle efficacité de la lutte contre l'évasion fiscale

Un impôt sur les sociétés avec un taux plus progressif pour assurer une taxation plus équitable entre petites et grandes entreprises.

C'est dans cet esprit, exigeant et constructif, que nous restons disponibles pour poursuivre le dialogue engagé.

Nous vous prions, **monsieur le Premier ministre**, de bien vouloir agréer, l'expression de notre haute considération.

Fabien Roussel,
Secrétaire national du PCF
André Chassaigne,
Député, Président du groupe GDR
Cécile Cukierman,
Sénatrice, Présidente du groupe CRCE-K